

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Majorité municipale – élus du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen.ne.s**

> 15 élus : Jacqueline Belhomme, Sonia Figuères, Saliou Ba, Vanessa Ghlati, Dominique Cardot, Jean-Michel Poullé, Michel Aouad, Aurélien Denaes, Fatiha Alaudat, Fatou Sylla, Jocelyne Boyaval, Farid Hemidi, Catherine Morice, Thomas François, Tracy Kitenge



**Sonia Figuères**  
1<sup>re</sup> adjointe à la maire chargée de la Démocratie locale, de la Vie associative, des Affaires générales et de l'Habitat  
sfigueres@ville-malakoff.fr

**Majorité municipale – élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV Génération-s et citoyen-ne-s**

> 7 élus : Rodéric Aarsse, Bénédicte Ibos, Dominique Trichet-Allaire, Michaël Goldberg, Grégory Gutierrez, Julie Muret, Nicolas Garcia



**Bénédicte Ibos**  
Adjointe à la maire chargée de la Prévention, de la Tranquillité publique, et du quartier nord  
bibos@ville-malakoff.fr

**Majorité municipale – élus Socialistes et apparenté.e.s**

> 7 élus : Corinne Parmentier, Antonio Oliveira, Annick Le Guillou, Loïc Courteille, Pascal Brice, Carole Sourigues, Virginie Aprikian



**Carole Sourigues**  
Conseillère municipale déléguée à l'Accessibilité  
csourigues@ville-malakoff.fr  
01 47 46 75 00

**2022, écrivons l'avenir ensemble**

Le Conseil municipal de Malakoff vient d'approuver les orientations budgétaires de la Ville pour l'année 2022 : c'est le moment pour la majorité de réaffirmer ses engagements envers la population, et de les traduire en actes ! La crise sanitaire et sociale produite par le Covid rend nos services publics de proximité plus nécessaires que jamais : pour accompagner, pour protéger nos concitoyennes et concitoyens, mais aussi pour garantir l'accès à leurs droits et les meilleures chances de réussite à l'école pour leurs enfants, et pour construire ensemble une ville plus sereine et accueillante.

Nous entendons répondre aux grands défis qui sont devant nous : construire une démocratie de terrain, qui permette, grâce au budget participatif, à toutes et tous d'inventer le Malakoff de demain ; continuer à renforcer nos dispositifs de solidarité, avec les premiers travaux à la Maison des solidarités, pour faire vibrer plus fort encore le lien social qui nous rassemble ; articuler transition écologique et justice sociale pour que personne ne soit laissé au bord du chemin.

Nous faisons le choix à Malakoff de continuer à investir massivement dans l'éducation, la petite enfance, la santé, l'aide aux associations, le sport et la culture. Alors que l'État, depuis le début de la crise, laisse trop souvent les communes seules en première ligne contre le virus, nous assumons une politique ambitieuse et volontaire pour faire des 150 engagements du projet de mandature une réalité quotidienne.

Le groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen.nes vous adresse ses vœux les plus chaleureux et vous souhaite une très belle année 2022 !

**Prévention de la délinquance : une démarche partenariale**

Le Plan national de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes 2020-2024 identifie quatre objectifs : 1) la prévention de la délinquance dès le plus jeune âge (avant 12 ans) face aux nouvelles formes de délinquance ; 2) aller vers les personnes les plus vulnérables pour mieux les protéger ; 3) la coproduction de la tranquillité publique ; 4) une gouvernance renouvelée et soutenue. Notre stratégie territoriale découle de ces orientations nationales. Ainsi, à Malakoff, la municipalité poursuit ses actions et innove : une permanence juridique d'accès au droit de l'enfant depuis septembre 2021, ainsi qu'une nouvelle permanence de victimologie et psychotrauma assurée par une psychologue clinicienne spécialisée. Un permis Internet réalisé au profit des élèves de CM2 a amorcé une sensibilisation face aux conduites à risques, à la mise en danger et aux violences exacerbées par l'usage des réseaux sociaux. Le Bus santé femmes, avec le concours de l'Institut des Hauts-de-Seine, a informé et orienté plus de 400 femmes. Nous expérimentons, avec la Police nationale, un dispositif d'aide d'urgence aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales offrant des bons taxi pour se rendre à l'unité médico-judiciaire et des nuitées d'hôtel, en l'absence de place au 115, pour les femmes. Nous favorisons l'installation d'une permanence hebdomadaire d'information juridique animée par un-e délégué-e de la Défenseuse des droits. Nous développons la construction d'une permanence droit des étranger-es. Notre service Garde urbaine participe, dans son rôle de police de proximité, à des interventions de lutte contre les violences et d'aide aux victimes. Nous renforçons notre partenariat avec tous les acteurs de la prévention dans notre ville et avec les communes voisines. Le groupe Les Écologistes salue ces actions allant dans le bon sens et dans le respect de nos engagements municipaux. Continuons en 2022.

**Sport et mobilité pour tous**

La semaine olympique et paralympique est organisée chaque année par le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, depuis la désignation de Paris comme ville hôte des Jeux 2024. Son objectif est la promotion de la pratique sportive pour tous, autour des valeurs de l'olympisme.

Paradoxalement, cet affichage de promotion de la diversité dans le sport cohabite avec un projet de décret de la fin 2021. Ce dernier remet en cause les modalités de prise en charge des fauteuils roulants, en faisant passer à cinq ans au lieu de deux la durée requise pour un remboursement de la Sécurité sociale, à hauteur de 20 %, et en le conditionnant à la restitution de l'ancien fauteuil, payé pour partie par son propriétaire. N'est-il pas contradictoire d'affirmer la volonté d'une société inclusive faisant la même place au sport et au handisport, et d'envisager en même temps une rationalisation des coûts d'équipement, inadaptée aux besoins des personnes concernées ? Comme un pied de nez à l'actualité, lors de la semaine olympique et paralympique de 2022, reportée au printemps en raison de la crise sanitaire, ce seront des athlètes en fauteuil que Malakoff accueillera à l'initiative de l'USMM, très active dans la promotion du sport pour tous avec la création de la section parasport en 2021. Ainsi la dimension paralympique – et des disciplines que les enfants ont rarement l'occasion de tester – sera mise à l'honneur. Les élèves de CM1 et CM2 des écoles de Malakoff auront la possibilité d'assister aux entraînements des athlètes de l'équipe de France espoir de basket fauteuil et d'échanger avec eux sur leur pratique du sport et leur quotidien. D'autres sportifs de haut niveau – en athlétisme, en basket ou en breakdance, nouvelle discipline olympique – viendront à la rencontre des enfants. Une exposition sur le handisport et le sport adapté complètera le programme. Nous sommes tous impatients d'assister à ces rencontres entre champions en herbe et athlètes accomplis.

LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

**Opposition municipale – élus  
France insoumise et citoyen.ne.s**

> 4 élus: Anthony Touailles, Nadia Hammache, Héla Bel Hadj Youssef, Martin Vernant

**Opposition municipale – élus  
Demain Malakoff. Collectif Citoyen –  
Écologie, Gauche, Centre**

> 5 élus: Olivier Rajzman, Emmanuelle Jannès, Roger Pronesti, Charlotte Rault, Gilles Bresset

**Opposition municipale – élu  
Malakoff Citoyen**

> 1 élu: Stéphane Tauthui



**Anthony Touailles**  
Conseiller municipal  
Président du groupe France  
insoumise  
atouailles@ville-malakoff.fr



**Olivier Rajzman**  
Conseiller municipal  
olivier.rajzman@demain-  
malakoff.fr  
demain-malakoff.fr



**Ange Stéphane  
Tauthui**  
Conseiller municipal  
06 22 71 07 24  
stauthui@ville-malakoff.fr

**Jacqueline Belhomme  
bafoue la démocratie**

Le 8 décembre dernier, lors du Conseil municipal, le groupe France insoumise a voté contre la mise en place des 1607 h. Cette loi nationale oblige les collectivités à augmenter le temps de travail des agents sans pour autant augmenter leurs salaires, tout cela en supprimant des jours de congés (8 à Malakoff). Cette loi de régression sociale aurait dû être combattue et encore plus à Malakoff, mais seule la France insoumise a voté contre. Suite à ce vote, Jacqueline Belhomme et un petit comité ont décidé de retirer ses délégations au groupe FI. Jacqueline Belhomme critique la monarchie présidentielle, mais fait de même localement. C'est tout simplement honteux et antidémocratique. Concernant les deux arguments tenus par Jacqueline Belhomme, ils sont faux, nous n'avons pas rompu avec la majorité, elle nous en a exclus. Il n'y a rien non plus dans la charte qu'elle brandit comme un trophée, il y est simplement signifié que chaque élu doit respecter ce qui a été voté en Conseil municipal – ce que nous avons fait malgré notre désaccord –, cela s'appelle la démocratie.

Nous en appelons au libre arbitre de chaque élu, ne soyez pas aux ordres d'un maire autoritaire, ne soyez pas comme ceux que vous dites combattre. Est-ce normal d'évincer des élus de la majorité parce qu'ils ont voté contre une loi nationale de régression sociale ?

De nombreux Malakoffiots et de nombreuses Malakoffiotes ont voté pour cette liste parce qu'il y avait la France insoumise et ses candidats, aujourd'hui ils se sentent trahis. L'important n'est pas de garder notre petite place ou statut, cela nous importe peu, car, dans la majorité ou l'opposition, nous lutterons et serons toujours force de proposition pour l'intérêt des Malakoffiotes et des Malakoffiots. Cependant il est inadmissible de piétiner et de bafouer la démocratie, c'est en ce sens que nous appelons à un rassemblement devant le Conseil municipal, le mercredi 26 janvier à 19 h, dans la cour de l'école Jean-Jaurès.

**Pour une transition  
numérique solidaire**

Il nous faut prendre conscience de l'arrivée massive des technologies dans notre vie quotidienne. La Covid a accéléré ce mouvement vers le tout numérique, créant de nouveaux usages comme le télétravail ou la vidéoconsultation médicale. L'État et les collectivités basculent de plus en plus de services sur Internet. Dans le secteur privé, les ventes en ligne représentent près de 10 % du commerce de détail en France. Cette transformation digitale de notre société, bénéfique pour la plupart d'entre nous, est également source d'inégalités puisque 20 % des Français ne sont pas à l'aise avec l'outil informatique. On parle même « d'illettrisme numérique » ou « d'illectronisme ». Saviez-vous que 800 000 personnes résidant dans la région Hauts-de-France n'ont pas utilisé Internet au cours de l'année, ce qui représente un habitant sur six ?

C'est pourquoi notre Ville doit impérativement continuer de soutenir toutes les initiatives de remise à niveau de ses habitants laissés pour compte, jeunes et seniors en tête. De même, il ne faut pas oublier nos commerçants et nos associations, qui ne disposent bien souvent que d'une adresse email, et dans le meilleur des cas, d'une page Internet ou Facebook. Qu'est devenue l'idée de développer un portail Internet dédié aux associations destiné à leur donner plus de visibilité, et à les aider à attirer de nouveaux adhérents et bénévoles ? Les associations attendent, depuis la création du Conseil de la vie associative, un outil numérique adapté à leurs besoins. Quant aux commerçants, nous préconisons une démarche semblable avec, également, la création d'un portail (et non pas d'un simple annuaire comme cela est le cas aujourd'hui) leur permettant de diffuser des actualités via leur site Internet et de proposer des services en ligne (boutique virtuelle). Le numérique est vital pour tous, ne laissons personne sur le bord de la route.

**Bonne année 2022**

Malgré les indicateurs au vert, nous sommes face à une société plus fragilisée, fragmentée, en souffrance, les Français se sentent plus vulnérables qu'avant la crise. Ils continuent de croire en l'avenir mais attendent plus de solidarité des collectivités et des entreprises, qu'elles s'engagent davantage en faveur de l'intérêt général et du bien commun. La confiance en l'Etat providentiel ne fait plus recette alors il faut y croire au changement. Dans ces conditions, nous comprenons leur décision de quitter le collectif pour plus se battre dans l'individualisme.

Loin de mon groupe et moi de vouloir commenter la division dans le conseil municipal, mais je trouve que nous devrions trouver un terrain d'apaisement afin d'avoir l'unité au travail pour nos concitoyens. Les querelles stériles des politiciennes qui éloignent les citoyens de la politique, n'arrangent pas la confiance qu'ils peuvent avoir en nous après le travail de cohésion sur la démocratie participative.

Toutes nos questions posées, lors des Conseils municipaux, sur le thème de la sécurité de notre ville, sont restées avec des réponses qui ne rassurent pas trop nos concitoyens. Pire, elles ont été niées, raillées, sorties de leur contexte, laissant cette manœuvre pour unique minimiser la gravité des faits et faire croire que l'opposition que je suis je cherche juste à armer la Police Municipale. Cette attitude peu responsable nous interpelle, notamment dans un contexte où les violences, les incivilités et le sentiment d'insécurité, n'ont jamais été autant d'actualité dans notre ville. Les associations caritatives doivent également être soutenues, entre le manque de bénévoles et les bénéficiaires en augmentation, elles auront besoin de tous les appuis.

Enfin une note plus légère pour cette rentrée, un souhait celui d'avoir au sein du conseil municipal un vrai débat politique, où l'on peut échanger sans frictions juste pour le bien vivre de tous.